

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

du 12 mars 1978

Aujourd'hui **la Creuse** compte moins d'habitants que la seule ville de Limoges ; le taux de population est tombé en-dessous de 20 ha/km² en bien des endroits, voire même en-dessous de 10 ha/km². Les jeunes, depuis des années, doivent quitter le pays pour trouver du travail : il n'y a plus de terres pour ceux qui voudraient être agriculteurs, il n'y a plus d'ateliers ou d'usines pour les ouvriers. On nous dit que ce pays est pauvre, en fait ses richesses sont pillées ou accaparées par quelques-uns, ses capitaux partent au lieu d'être investis sur place. Ce sont les régions surdéveloppées qui en bénéficient jusqu'à l'asphyxie alors que la Creuse, elle, se meurt. Le centralisme politique et son allié le capitalisme sont responsables de cette situation.

Nous proposons que **la commune** soit la collectivité de base dotée de pouvoirs réels, notamment pour ce qui est de l'utilisation des sols, et d'une entière autonomie financière sans tutelle administrative. De tels pouvoirs nécessitent une gestion véritablement démocratique par une complète information des habitants et par des consultations (référendum par exemple) avant chaque décision importante.

Nous voulons **une région** administrée par une Assemblée et un Exécutif élus au suffrage universel direct à la proportionnelle. Elle doit avoir le pouvoir de contrôler l'épargne et les investissements régionaux, la propriété du sous-sol et de

l'actif net des sociétés « nationalisées » de façon à aller vers la disparition du capitalisme.

Vivre au pays est une chose, encore faut-il y vivre bien. Ceci signifie d'abord que la société soit non productiviste c'est-à-dire que la consommation soit limitée aux vrais besoins et le temps de travail diminué.

L'agriculture doit être écologique, seule façon de maintenir la petite exploitation tout en assurant des revenus décents.

Pour les salariés les conditions de travail doivent être améliorées, les droits syndicaux reconnus et accrus, les rémunérations sensiblement augmentées et l'échelle des salaires réduite. L'autogestion, par l'ensemble des travailleurs, doit s'instaurer dans les entreprises.

A la place du nucléaire, les **énergies douces et décentralisées** doivent être développées. Nous sommes contre l'armement atomique et nous refusons les fausses « vocations » au nom desquelles on nous impose des camps militaires, un tourisme industriel, l'enrésinement, etc.

Le Limousin est un pays occitan, sa langue et sa culture doivent avoir un statut qui permette leur libre épanouissement. Nous demandons le bilinguisme à l'École, à la télévision, la radio, la presse, dans la vie publique...

Pour faire avancer ces revendications, soutenez, le 12 mars, le candidat du
Movement Socialista Occitan VOLEM VIURE AL PAÏS

Pierre DESROZIER

Professeur



Suppléant : **Philippe DAUDRÉ**

Berger



ELECTIONS LEGISLATIVES

du 12 mai 1958

Le 12 mai 1958, les Français ont élu leurs représentants à l'Assemblée nationale. Cette élection a eu lieu dans un contexte de grande importance pour la France, à la veille de la mise en place de la Cinquième République. Les électeurs ont été appelés à choisir entre plusieurs listes de candidats, représentant différentes orientations politiques. Le scrutin a été marqué par une participation élevée, reflétant l'importance de cette élection pour le pays. Les résultats ont permis de constituer la nouvelle Assemblée nationale, chargée de préparer la loi fondamentale de la Cinquième République. Cette élection a été un moment décisif dans l'histoire de la France, marquant le début d'une nouvelle ère politique.

Pour faire connaître les candidatures, soussignés le 12 mai, le candidat ou

Mouvement Socialiste Occident-Volonté au Pays



Pierre DESROZIER

Professeur



Philippe DUVIGNEAU

Docteur